

**SCANDALEUX : DES MILLIONS DE FAMILLES MAL-LOGÉES**

# Il faut garantir à chacun le droit au logement

## La crise du logement est dramatique !

Le nombre de ceux d'entre nous qui vivent sans toit, hébergés ou dans des situations de logement précaire ou dégradé s'accroît, et cela ne touche pas que les personnes fragiles : de plus en plus de salariés sont victimes. Les loyers sont trop chers, l'offre de logement insuffisante et mal adaptée...

**COMBIEN DE VIES ENCORE** vont être sacrifiées pour qu'enfin l'état prenne ses responsabilités en matière de politique du logement ?

↓ **N**otre pays connaît une crise sans précédent du logement, elle touche des millions de foyers. Dégâts familiaux et moraux considérables : échec scolaire, mal vie des jeunes et des enfants, violence se nourrissent de cette situation. Les conditions sanitaires se dégradent, à tel point que l'on voit ressurgir depuis quelques années des maladies telle la tuberculose, que l'on croyait appartenir au passé. Dans notre pays, en 2005, 85 000 enfants souffrent d'une intoxication au plomb causée par un logement insalubre. Face à cette crise du logement, des bidonvilles réapparaissent, les logements dangereux et précaires prolifèrent, le manque de places devient criant dans les centres d'hébergement d'urgence. Et pendant ce temps-là, les expulsions continuent...

↓ Nous vous proposons d'agir ensemble pour exiger la création d'un grand service public du logement et de l'habitat, capable de relever le défi d'un logement de qualité pour chacun dans notre pays.

**DES CHIFFRES, DES PROPOSITIONS,  
UNE PÉTITION À SIGNER...**

VOIR PAGES SUIVANTES →



**PCF**  
Parti communiste français

# Spéculateurs immobiliers et marchands de sommeil n'ont jamais fait autant de profits...

La pénurie fait s'envoler les loyers comme les prix de l'immobilier. Accéder à la propriété devient impossible dans certaines agglomérations. La crise du logement profite à quelques-uns.

Le gouvernement ne cesse d'aggraver la situation : les aides à la construction de logements sociaux sont en très net recul, les financements diminuent sans cesse, la loi de 1948 est menacée (300 000 logements privés à vocation sociale en moins). Les offices publics d'HLM sont dans le collimateur : étranglés financièrement, encouragés à privatiser leur patrimoine.

Quant aux maires qui prennent des arrêtés pour interdire les expulsions locatives, ils sont systématiquement attaqués en justice. La politique de la ville, elle, encourage les démolitions sans que les reconstructions soient toujours au rendez-vous. Elle continue d'encourager un véritable «apartheid urbain». Plus d'un million de foyers attendent un logement social ; pourtant, aujourd'hui dans notre pays, on détruit plus de logements sociaux qu'on en construit !

En fait, comme dans tous les domaines, le gouvernement mène sa politique ultra-libérale, en cassant les politiques publiques au profit de la loi unique du marché. Cela ne peut plus durer. Il faut, au contraire, une politique qui garantisse à chacun le droit fondamental à un logement de qualité.

**IL FAUT UNE POLITIQUE QUI GARANTISSE L'ÉGALITÉ TERRITORIALE.**

## POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

**Le logement est considéré comme une marchandise, soumise à la loi du marché : la pénurie de logement profite à quelques-uns ! Et pendant ce temps, l'État se désengage de ses missions.**

### CRISE DU LOGEMENT

## Les chiffres



■ Entre 1997 et 2005, les prix des appartements ont doublé à Paris, +95% en Rhône-Alpes, +116% en PACA.

■ Ces deux dernières années les familles ont dû supporter une augmentation moyenne de 7% de leur loyer.

■ Depuis trois ans les aides au logement sont gelées.

■ La foncière GECINA a réalisé de 2002 à 2004 un résultat net de 841.2 millions d'euros. Son action a progressé de 13.5% rien que pour 2004.

■ Les prix de l'immobilier ancien ont poursuivi leur envolée en 2004 avec une hausse moyenne de 15.5% selon les spécialistes.

■ Sur 6 ans, le prix des appartements a quasi doublé (+98.3%), des maisons ont gagné près de 82%.

■ Le fonds de pension américain WESTBROOK vient d'acquérir 100 immeubles, soit plusieurs milliers d'appartements dans la capitale. Objectif 30% de plus values sur cinq ans.

### MAL-LOGÉS : l'effroyable addition

■ **86 500** personnes sont sans domicile fixe.

■ **+ 809 000** personnes sont privées de domicile personnel.

■ **+ 2 187 000** personnes connaissant des conditions de logement très difficiles.

■ **+ 715 000** personnes sont en situation de précarité pour des raisons financières.

■ **+ 625 000** personnes vivent en copropriété dégradée, nécessitant une aide publique.

■ **+ 3 507 000** personnes vivent en situation de surpeuplement.

■ **+ 823 000** personnes sont hébergées par des proches, faute de logement personnel.

■ **= 8 753 500** personnes non logées ou en logement dégradé !

(source : Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés).



# Créer les conditions d'un accès à un logement de qualité pour tous. Les communistes vous proposent d'agir ensemble, autour de l'idée d'un grand service public national du logement.

## La ville par tous et pour tous.

Garantir le droit au logement pour les plus démunis de nos concitoyens, offrir à chacun la liberté de se loger comme il le souhaite et où il le souhaite. C'est dans cette optique que les parlementaires communistes ont déposé une proposition de loi, comportant cinq séries de mesures :

**1** **Créer une véritable sécurité sociale du logement,** qui assure le droit à disposer d'un toit tout au long de la vie, de l'enfance au troisième âge. Il s'agit également d'interdire les expulsions pour cause de difficultés économiques et sociales et d'accompagner les familles en difficulté d'une aide nécessaire au maintien dans le logement. D'une façon générale, les aides au logement doivent être revalorisées. L'augmentation des loyers est encadrée tant dans le parc privé que public. Dans un premier temps, elle est gelée. Les Offices HLM perçoivent une compensation.

**2** **Mobiliser des moyens exceptionnels pour accroître une offre de logements diversifiés.** Il s'agit de développer le secteur public, en construisant 600 000 logements à des loyers accessibles dans les cinq ans. Il s'agit également de rénover, réhabiliter, requalifier tous les quartiers qui en ont besoin. L'offre sociale doit aussi commencer dans le secteur locatif privé, par des incitations. Il faut rétablir une aide à la pierre de haut niveau, développer une poli-

tique de prêts aidés à faible taux de longue durée pouvant aller jusqu'au taux zéro. Cela implique d'agir sur le coût du foncier : une agence foncière nationale doit permettre de retrouver un niveau de prix acceptable. Enfin, il faut aussi contribuer à une véritable politique d'aide à l'accession sociale.

**3** **Assurer un financement de haut niveau, par une meilleure répartition des richesses,** et pour commencer créer un pôle public financier et foncier, mutualiser les crédits d'État, notamment les fonds issus de la collecte du livret A : cela représente plus de 150 milliards d'euros, qui sont aujourd'hui largement détournés vers des circuits spéculatifs. Il est nécessaire de revaloriser la participation des employeurs, pour retrouver le taux du «1% logement». Enfin, il faut décourager la spéculation immobilière, en taxant les plus values.

**4** **Ce service public serait également un outil efficace pour une nouvelle politique de la ville,** qui doit permettre à chacun d'habiter où il le souhaite et à proximité de son travail. Il faut notamment en finir avec la politique de ségrégation urbaine, en imposant réellement à toutes les villes de se doter de 20% au moins de logements sociaux. Il s'agit également d'entrer dans une logique de revalorisation urbaine plutôt que d'expansion continue des villes, de mixité.

**5** **Le service public du logement doit être ouvert à tous,** sans condition de ressources, et met la participation de tous les acteurs du logement - en premier lieu les citoyens - au cœur de son fonctionnement pour définir et contrôler les politiques locales et nationales de l'habitat. **Pas une opération de renouvellement urbain ne doit se faire sans l'accord des habitants.**

Le 5 novembre, à Bobigny, les  
**2<sup>e</sup> États généraux du  
logement et de la ville**

réuniront des acteurs de tous horizons. Militants associatifs, citoyens interpellés par cette question y sont les bienvenus.

Pour participer à cette journée initiée par le Parti communiste et l'Association nationale des élus communiste et républicains, prendre contact au secrétariat des États généraux :  
Olivier VALENTIN (06 85 57 81 72)  
et Éric ARNAULT (01 48 51 15 88)



## Pour vivre dans la sécurité et la dignité tout de suite !

**S**ans plus attendre, le gouvernement doit rassembler tous les acteurs du logement social, les représentants des collectivités territoriales, des associations, des syndicats, des amicales de locataires, les mal logés. Ensemble, ils préciseront la liste de tous les lieux et logements vides pouvant être mis à la disposition des femmes, des hommes et des enfants vivant dans une très grande précarité. Ces lieux doivent être salubres et offrir le confort nécessaire pour vivre dignement. Ces personnes victimes du «mal logement» y seront hébergées dans l'attente d'une habitation définitive.

Pour favoriser l'accès de tous au logement, et c'est possible, le gouvernement doit geler tous les loyers tant que perdure la pénurie.

Les réserves foncières de l'état doivent être mobilisées afin d'y construire des logements publics.

L'État doit prendre ses responsabilités afin que ne se reproduise pas d'autres drames. Si il y a trois ans quand les premières alertes étaient données, des constructions massives avaient été réalisées aujourd'hui nous ne serions pas confrontés à la mort de dizaines de personnes.

Il y a quelques années des associations demandaient à ce que le gouvernement déclare le logement «cause nationale», aujourd'hui, nous exigeons que soit décrété l'état d'urgence.

**«Je soutiens la proposition de loi instaurant un service public du logement et de l'habitat ; j'apporte mes propositions, mes idées»**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ CP/ville : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

Je souhaite être contacté pour être informé, poursuivre cette bataille  Je souhaite adhérer au Parti communiste français

Voici des propositions, des idées à débattre : \_\_\_\_\_

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----